

Rapport d'activités 2008 ; projets 2009

Votre Conseil d'Administration a estimé que cette année l'Association était désormais reconnue, si l'on en juge par un certain nombre de réactions d'organismes tels que le CNC. C'est ainsi qu'en 2008 il nous a renouvelé sa subvention et qu'en 2009 nos structures AMAPA et ACPCA sont référencées sur le site du CNC avec une présentation de leurs activités et l'aide qu'elles peuvent apporter aux professionnels.

Si l'expérience nous permet d'assouplir quelques modalités d'application, certains principes demeurent intangibles et dictent notre action :

1/ Il faut que les créateurs, qu'ils soient scénaristes, réalisateurs ou producteurs, préfèrent à la voie judiciaire, l'AMAPA-ACPCA. La quasi gratuité et le bénévolat restent pour les utilisateurs une mise en position d'égalité des parties qui caractérise notre association.

Cela veut dire, en particulier, la nécessité de partenaires nouveaux qui apportent leur contribution à la vie de l'association, tant sur le plan financier que sur celui de l'adhésion à la notion de voies alternatives de règlements des conflits. Actuellement nous sommes en discussion avancée avec l'ARP, mais aussi avec la 4^{ème} chambre de la Cour d'appel de Paris afin de sensibiliser les magistrats sur notre capacité à mettre en œuvre des médiations judiciaires.

2/ Par ailleurs, cette année encore, nous n'avons pas eu d'arbitrage dans le champ de compétence de l'AMAPA, toutes les médiations officielles ayant abouti à un protocole d'entente. En ce qui concerne l'ACPCA un arbitrage international est en cours de procédure.

Nous présentons ici ces médiations pour lesquelles les parties se sont retrouvées avec les médiateurs, nous limitant à l'essentiel des affaires pour des raisons de confidentialité, en faisant observer que ce nombre de quatre médiations sur une année est le plus élevé jamais observé :

a) Fiction télévisée (série) : scénariste des premiers épisodes non repris pour les nouveaux épisodes. Indemnité et mention au générique de son apport à la série.

b) Fiction télévisée (téléfilm) : scénariste dont le projet avait été accepté par le producteur mais refusé par la chaîne. Indemnité.

c) Documentaire (télévision) : différend quant à la poursuite de la réalisation et le montant des droits. Ajustement des droits versés au réalisateur et calendrier pour terminer l'œuvre.

d) Documentaire (télévision) : différend quant au paiement des droits, la situation du matériel et la poursuite de la collaboration. Indemnité, restitution du matériel, renonciation à des droits sur des projets futurs.

Mais nous avons privilégié les médiations spontanées. Ainsi nous avons pu promouvoir par un contact personnel avec des gens décidés au conflit, la naissance de solutions adaptées, sans même devoir officialiser la mésentente. Nous sommes décidés à continuer dans cette voie. Incidemment, cet aspect pédagogique du travail de l'Association semble porter ses fruits : nous avons moins de contrats verbaux, (donc sans pouvoir juridique), et plus de professionnalisation chez les jeunes producteurs ou auteurs. Ce souci de professionnalisation nous conduit par ailleurs à faire observer aux parties la nécessité de tenir compte des délais des procédures : il est parfois nécessaire de saisir officiellement l'AMAPA très rapidement dès qu'un problème survient, pour prendre date vis-à-vis de l'autre partie. Nous observons que ce sont souvent ces affaires pour lesquelles une partie a formellement informé son cocontractant de son intention de nous saisir qui aboutissent le plus facilement à une médiation spontanée.

3/ 2009 est la sixième année d'existence de l'AMAPA. A cette occasion, il a été décidé de plusieurs opérations en 2008 et 2009 susceptibles de permettre d'exposer notre organisation.

Il s'est agi de la création d'un document plus élaboré que celui que nous utilisions antérieurement, et d'en faire une large distribution ; cette plaquette tient compte, bien entendu, de l'évolution de l'AMAPA et des expériences acquises. Elle a été, par exemple, envoyée à tous les agents de scénaristes et de réalisateurs et sera utilisée à nouveau pour les actions à venir d'ici la fin de l'exercice 2009.

En mars 2009 a eu lieu dans la salle prêtée par la SCAM, la projection parrainée par Ecran Total, d'un long métrage documentaire : « Les médiateurs du Pacifique », suivi d'un débat auquel participait l'un des médiateurs des accords survenus à la suite des graves incidents de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie en 1988.

Une présentation en octobre 2009 aux journées de l'ARP, et au moins une autre manifestation compléteront la communication de notre organisation.

L'EFEA (European film export association) qui est membre de l'ACPCA a organisé en 2008 une formation à l'arbitrage international à l'intention de ses futurs arbitres. Ceux-ci sont des professionnels du cinéma (producteurs ou exportateurs) et cette formation a également permis de les sensibiliser à la nécessité d'inclure une clause compromissoire dans leurs contrats.

Jacques Dercourt et Benjamin Montels ont présenté l'AMAPA aux jeunes scénaristes de Séquence 7 dans le cadre d'une réunion sur les conflits entre producteurs et auteurs organisée par l'UGS à la Maison des auteurs de la SACD.

Par ailleurs, en octobre prochain aura lieu une nouvelle formation par Alain Pekar Lempereur. La procédure de la médiation ayant plus que porté ses fruits dans la résolution des litiges pour nos activités AMAPA il est envisagé de l'étendre aux activités ACPCA en modifiant le règlement de celle-ci.

Paris, le 15 juin 2009.